

2024-72

DOSSIER N° PC 16359 24 W0001



PERMIS DE CONSTRUIRE
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
Dossier déposé le 27/01/2024 - Complété le 23/02/2024	N° PC 16359 24 W0001
Par : Madame Régine BELLENGUEZ	
<p>Demeurant à : 1 Chemin de la Tonnelle 16130 Salles-d'Angles</p> <p>Surface plancher créée par changement de destination : 114 m²</p> <p>Logement(s) créé(s) : 1</p> <p>Pour : Changement de destination d'une grange en habitation avec modifications extérieures</p> <p>Destination : Changement de destination d'une grange en habitation avec modifications extérieures</p> <p>Sur un terrain sis à : 1 Chemin de la Tonnelle 16130 Salles-d'Angles</p> <p>Cadastré : F250</p>	

Le Maire :

Vu la demande de Permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-21 à L426-1, L431-1 et suivants et R420-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 03/11/2008, modifié le 17/12/2012 et révisé le 28/06/2018 et notamment le règlement de la zone UAv,

Vu l'Atlas des Zones Inondables élaboré en juin 2008, et notamment la zone inondable relative au Né,

Vu l'avis Favorable du SDEG en date du 15 février 2024, dont copie jointe au dossier,

Vu l'avis Favorable de la Direction Départementale des Territoires de la Charente – Service Eau, Environnement, Risques, en date du 15 février 2024, dont copie jointe au dossier,

Vu l'avis Favorable de la SAUR en date du 20 février 2024, dont copie jointe au dossier,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de GRAND COGNAC en date du 22 février 2024, dont copie jointe au dossier,

Vu l'avis Défavorable de l'Agence Départementale de la Charente en date du 13 février 2024, dont copie jointe au dossier,

Vu les pièces complémentaires déposées sur le GNAU en date du 23/02/2024,

*****ARRETE*****

LES PRESENTS TRAVAUX SONT ACCEPTEES POUR LE PROJET DECRIT DANS LA DEMANDE SUSVISEE, SOUS LES RESERVES SUIVANTES :

Conformément à l'Avis de l'Agence Départementale de l'Aménagement de la Charente, en date du 13/02/2024 ci-annexé, l'accès au projet devra être situé sur le chemin rural et non sur la Route Départementale n°151, conformément à ce qui est indiqué sur les plans de la présente demande.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que l'espace « jardin » de la parcelle est situé en zone inondable (crue exceptionnelle) selon l'Atlas des Zones Inondables relatif au NÉ. Par conséquent, le pétitionnaire devra s'assurer, avec le Service Eau et Assainissement de Grand Cognac, que cette information est bien prise en compte dans le cadre de l'installation d'un dispositif d'assainissement individuel et que celui-ci reste opérationnel en cas d'inondation.

Le pétitionnaire devra prendre contact avec le Service Eau et Assainissement de Grand Cognac avant le commencement des travaux et avant le recouvrement du dispositif d'assainissement non collectif pour contrôler l'exécution des travaux. A défaut, l'installation sera considérée Non conforme.

Une permission de voirie sera demandée en Mairie avant le commencement des travaux, si une occupation du domaine public (échafaudage, stationnement ...) est nécessaire. Cette même demande doit être effectuée auprès de l'Agence Départementale de l'Aménagement de la Charente, en cas d'occupation du domaine public côté Route d'Angles (RD n°151).

SALLES-D'ANGLES, le 29/03/2024

Le Maire,

Marcel GERON

Le projet de construction est soumis à taxes d'urbanisme. Une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions ; la déclaration est à effectuer sur l'espace sécurisé depuis le site impots.gouv.fr.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans le cadre du contrôle de la légalité et dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales le :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

- Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
 - si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
 - si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

DOSSIER N° PC 16359 24 W0001

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

